

4 Politique

Présidentielle 2016/Au 5e arrondissement de Libreville
Les artistes invités à plébisciter le président-candidat

AN

Libreville/Gabon

LE carrefour IAI, situé dans le cinquième arrondissement de Libreville, a récemment connu une ambiance des fêtes. C'était à l'occasion de la soirée "Show danse" organisée par l'Union des jeunes du 5e arrondissement (UJ5), à l'initiative d'un natif de ladite circonscription administrative, M. Jean-Emmanuel Ndoutoume. Le public venu nombreux assister à ce spectacle a pu découvrir l'immense talent des jeunes danseurs qui se

sont relayés sur le podium. Tout comme il a apprécié à sa juste valeur les variétés de danse très captivantes dans les milieux jeunes, entre autres : "le djazzé, la Tcham, le Bolè", etc. Actualité politique oblige, ce rendez-vous a donné au parrain de cette manifestation, l'occasion d'entretenir les jeunes sur les efforts consentis par le président Ali Bongo Ondimba en leur faveur. En les dotant notamment des passerelles solides dans le domaine de l'éducation et la formation devant leur permettre de relever les défis de l'emploi. D'où l'appel à eux lancé d'adhérer massivement à

la politique de l'émergence prônée par le candidat du PDG qui propose l'égalité des chances et la fin des privilèges. Adhésion, a dit M. Ndoutoume, qui devrait se matérialiser par un vote massif de leur part au profit de son champion, ce samedi.

les jeunes de l'UJ5 en pleine prestation.

Photo : Adjaf Ndioume



Tribune Libre

L'ombre des réseaux obscurs de la FrançAfrique

Junior NDONG*

Libreville/Gabon

Dernier mohican des liens ténébreux entre l'Afrique et l'ancienne puissance colonisatrice, la FrançAfrique avait été créée pour maintenir le joug tutélaire hexagonal sur les Etats nouvellement indépendants. Si ce système mafieux a connu ses heures de gloire, depuis quelques années déjà, les présidents français se sont attelés à anéantir ce pan avilissant des rapports entre leur pays et les Etats du continent. Ouvrant ainsi une nouvelle ère, celle de la chasse contre ces experts, avocats, affairistes, communicants, vendeurs d'illusions en tout genre, racistes pour la plupart mais dont le seul fond de commerce est de dépouiller l'Afrique et les Africains. La France d'aujourd'hui ne voulant plus de son statut de « pilleur africain », inscrit désormais son œuvre dans le cadre d'une coopération décomplexée en Afrique. Toutefois, cette décision, comme tout le monde peut l'imaginer, s'est heurtée à la volonté des derniers survivants de cette ignoble entreprise ayant pour noms Pierre Péan, Robert Bourgi, Tricot, Meyer. Ce quatuor et leurs affidés, désireux de régner sur le Gabon avec la bénédiction de leur marionnette Jean Ping, ont juré de faire la peau à Ali Bongo au seul motif qu'il leur a coupé les vivres qui ont longtemps constitué leurs seules ressources financières. De ce fait, ils ont mis en place une stratégie : « dépouiller le Gabon pour peu que chacun s'y retrouve » ... et de se refaire une santé financière sur le dos d'un pays qu'ils ont mis en coupes réglées pendant des décennies. Pour renouer avec leur sombre passé, ils ont trouvé leur monture, Jean Ping. L'homme qui a comme unique programme de gouvernement, « Tout sauf Ali ». D'ailleurs pourquoi un programme pour gérer des cafards ? Ils ont fabriqué leur futur et écrit le scénario idéal

pour endormir le peuple gabonais et l'asservir. Les mêmes qui viennent de tenter le même scénario avec les mêmes arguments au Congo pour « tuer » le président Sassou Nguesso, en vendant via des médias à la solde des articles sur la guerre civile, les mercenaires et autres insanités. Vaine agitation stérile, le président Sassou est toujours là. Grâce à des élections transparentes et crédibles unanimement saluées par le président Hollande, la France, l'Europe, et l'Amérique. Première étape du scénario, Ping et Péan. Ce dernier au passé sulfureux qui se prend pour un « grand expert africain » n'a réussi un hold-up parfait qu'en gagnant beaucoup d'argent en vendant des livres sur le Rwanda, alors qu'il n'y a jamais mis les pieds. Tout comme, il a écrit un navet, sur commande, en déversant un torrent de boue sur Omar Bongo, et son fils Ali. Son seul objectif, nuire à l'actuel chef de l'Etat, distraire les Gabonais de l'essentiel, au point d'en faire de la filiation d'Ali Bongo, un fonds de commerce politique. Malheureusement, pour ces sorciers, la vérité qui avait pris les escaliers, a fini par nous livrer les véritables ficelles de cette tromperie. Deuxième étape, entrée en scène de Robert Bourgi qui vient à la rescousse de ses copains-copains. Aigris, cet homme qui s'est vu les portes du palais du bord de mer se refermer a trouvé que l'heure de se venger contre Ali, l'empêchement de tourner en rond, a enfin sonné. Tel un affamé, il a joint sa voix à celle de ce spadassin de la plume pour enfoncer le président Ali en affirmant des contre-vérités grossières qui révèlent sa personnalité de pauvre type. En affirmant que tout ce que radote Pierre Péan est agent comptant. Et que c'est le président Omar Bongo qui lui en fait la confiance. Quelle infamie à la mémoire de quelqu'un dont on prétend avoir été le seul confident, son seul vrai ami ? Comment l'homme un soi disant avocat, n'a-t-il pas gardé la moindre preuve de la soi disant non paternité ? Lui qui a tout et sait

tout, comment fait-il pour n'avoir aucune trace de ses dires infects ? Comment prendre au sérieux ce personnage flamboyant qui tue sur tous les toits de Paris être l'artisan du ralliement de Guy Nzouba Ndama, et Casimir Oye Mba à Jean Ping ? Il faut être naïf pour se confier à un tel mercenaire. Mais, comme nos soi disant opposants le sont, ils l'apprendront à leurs dépens... un jour. Car Robert Bourgi est tout sauf un Homme à qui confier ses desseins. Ils auraient dû se méfier de lui. Lui, l'aigri, qui pourtant criait à tue-tête être le confident de Nicolas Sarkozy, vient de trahir en déclarant publiquement « rallier Fillon, car Sarkozy n'est pas bon... ». Imposteur, il croit encore mystifier en nous faisant croire, « je vais vous donner la position de la France ». Alors qu'il n'a aucun lien avec le président François Hollande. Tel est cet escroc en mal de légitimité. Troisième étape : La candidature unique qui est en réalité, depuis le début un procédé mis en place pour le ralliement à Ping Jean. Le tout négocié dit-on, par le troisième larron, maître Norbert Tricot qui, à coup d'argent sans doute volé au Gabon, a fait la publicité de Jean Ping et convaincu les autres de se rallier alors même que le scénario était déjà écrit et connu. Avocat coutumier des plans foireux, il avait déjà échoué, il y a quelques mois, en tentant de tuer le président Sassou Nguesso et de déstabiliser le Congo avant et après l'élection. N'ayant pas réussi son coup tordu au Congo, il pense dur comme fer qu'au Gabon ce sera comme du beurre. Alors, il s'essaye avec la présidentielle du 27 août en tentant le scénario du Congo avec Ali Bongo et le Gabon. Qu'importe le pays, ce qui compte pour tous ces renégats de la pire espèce, c'est de trouver un pays, une vache laitière afin de leur permettre d'assouvir leurs bas instincts. Pour ces manitous de tout et rien, ces habitués des magouilles, des coups d'Etat fabriqués, des vols,

mensonges, peu importe la méthode, seul compte le résultat morbide. Peu importe que le Gabon sombre dans l'anarchie, pour eux c'est le lieu de fomentation un coup d'état qui provoquerait le départ massif des industriels installés chez nous et abandonner les Gabonais dans les larmes et le deuil. Ainsi, ils payeront l'entêtement de leurs dirigeants qui rejettent la pérennisation d'une influence fantôme et le gain de leurs portefeuilles bancaires. Face à cette situation, il est urgent de ne laisser cette bande de vieux brigands, vendeurs d'illusions et prestidigitateurs français, dépouiller la terre de nos ancêtres. Surtout que leur long chemin dans le sérail du pouvoir n'a été que désolation pour le peuple gabonais. Pourquoi M. Ping, n'a-t-il pas été reçu par les gouvernants en fonction en France ? Mais plutôt par ses seuls soutiens qui, pour la plupart, sont les brigands primaires de la FrançAfrique ? Pourquoi Guy Nzouba Ndama, et Casimir Oye Mba n'ont pas été reçus, eux aussi, en France ou ailleurs ? L'heure est venue pour nous Gabonais de demander des comptes. Qu'ils rendent ce que chacun a volé au Gabon. A Pierre Péan de rendre l'argent gagné sur un tissu de mensonges. Parce que, comme lui, il y a cinquante ans, son rejeton doit marcher sur ses pas de pitoyable personnage. A Bourgi de nous restituer les valises et autres cadeaux volés à Omar Bongo. Ainsi que, Jean Ping qui, en homme sans foi et père indigne, lâche son propre fils, l'accusant d'avoir agi seul, en détournant des millions d'euros au Gabon, de rendre aux Gabonais ce qui est à eux. Que Jean Ping nous prouve, avant le vote, qu'il défend et aime vraiment le Gabon en demandant publiquement à son fils et à Me Meyer de restituer les millions de dollars du contribuable gabonais volés via ses multiples sociétés au Gabon. Que Monsieur Ping prouve devant un tribunal neutre en Afrique ou ailleurs que sa for-

tune, ses nombreux biens immobiliers en France ... bref, tout ce qu'il a amassé, il les a acquis la sueur de son front. Il est temps que les grandes puissances qui, depuis des années, subordonnent leurs relations avec l'Afrique, par la participation aux élections de nos oppositions, se penchent sur le cas des mercenaires étrangers qui s'ingèrent dans nos affaires tout en participant à la déstabilisation de nos régimes. Jusqu'à quand vont-elles ces chiens de guerre poursuivre leur sale besogne ? Pourquoi va-t-on interdire au président sortant d'être candidat à sa propre succession alors aucune disposition de la loi fondamentale ne l'en empêche pas ? Demandons au Président François Hollande, à Jean-Marc Ayrault de nous expliquer pourquoi la France laisse ses « vieux brigands » semer le trouble en Afrique, au Gabon en particulier. Demandons à la France pourquoi certains de leurs médias s'acharment sur le Gabon et lui prédisent la guerre civile ? Pourquoi le ministre français des affaires étrangères n'a pas encore déclenché le processus de rapatriement ? Les médias français peuvent-ils nous expliquer pourquoi les industriels français non seulement ne sont pas partis mais renouvellent leur confiance au Gabon en promettant d'investir de colossales sommes d'argent ? Car si nous, Gabonais, ne le savons pas, la France, peut en sait quelque chose. Est-elle prête à laisser ruiner une amitié séculaire existant entre les deux pays, les deux peuples, par des aventuriers de pire espèce agissant au nom de la FrançAfrique qui veulent du mal au Gabon et aux les Gabonais ? Nous osons croire que NON. L'élection présidentielle du 27 août prochain sonnera, nous en sommes convaincus, la fin de la FrançAfrique. Nous avons foi en notre combat de libération des derniers résidus de cette période postcoloniale qui dure plus de 56 ans. Au soir de ce scrutin, notre peuple l'annoncera au monde.